



**PREFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R32-2026-100

PUBLIÉ LE 9 MARS 2026

Sommaire

Agence régionale de santé Hauts-de-France /

R32-2026-03-06-00005 - Décision DOS-PAC-N°2026-19 modifiant la décision DOS-PAC-N°202603 du 20 février 2026 et portant approbation de l'avenant N°2 de la Convention Constitutive du "Groupement de Coopération Sanitaire libéral du Centre Hospitalier de Château-Thierry" (24 pages)

Page 3

Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt / Service Régional de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises (SRPE)

R32-2026-03-09-00002 - Contrôle des structures - Autorisation d'exploiter - SCEA DU PETIT SERVINS (6 pages)

Page 27

R32-2025-10-27-00021 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DEMORTIER Olivier (4 pages)

Page 33

**DÉCISION
DOS-PAC-N°2026-19**

**MODIFIANT LA DÉCISION DOS-PAC-N°202603 DU 20 FÉVRIER 2026 ET PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT N°2
DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU « GROUPEMENT DE COOPÉRATION SANITAIRE LIBÉRAL DU CENTRE HOSPITALIER
DE CHÂTEAU-THIERRY »**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L.6133-1 à L.6133-10, R.6112-4 et R.6133-1 à R.6133-30 ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L. 162-21 et L. 162-22 ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) des Hauts-de-France - M. Hugo Gilardi ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire (GCS) ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 29 janvier 2026 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France en date du 14 avril 2025 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire libéral du centre hospitalier de Château-Thierry et ses avenants ultérieurs ;

Vu l'avenant n°2 à la convention constitutive du « groupement de coopération sanitaire libéral du centre hospitalier de Château-Thierry » signé le 1^{er} juin 2025 par chacun des membres du groupement et transmis à l'ARS par courrier électronique reçu le 23 janvier 2026 ;

Vu la décision DOS-PAC-n°2026-03 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France en date du 20 février 2026 portant approbation de l'avenant n°2 à la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire libéral du centre hospitalier de Château-Thierry ;

Considérant que l'avenant n°2 à la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire libéral du centre hospitalier de Château-Thierry intégrait, dans sa transmission aux services de l'ARS Hauts-de-France, une erreur matérielle en son article 3, qu'il convient de modifier ;

DECIDE

Article 1^{er} – L'article n°3 de la décision DOS-PAC-n°2026-03 du directeur général de l'ARS Hauts-de-France en date du 20 février 2026 est remplacé par le texte suivant :

Le Groupement a pour objet, dans le cadre du service public, de faciliter et favoriser le développement de l'activité de chirurgie au sein du centre Hospitalier afin que puisse être maintenue et renforcée une offre de soins complète, pérenne et de qualité sur le territoire du sud de l'Aisne.

A cet effet, le Groupement :

- Permet, en application du 3° de l'article L. 6133-1 du code de la santé publique les interventions communes et croisées des Praticiens Libéraux auprès des patients du Centre Hospitalier, usagers du service public ;
- Encadre et organise l'intervention des Praticiens Libéraux auprès desdits usagers ;
- Facilite l'organisation de la continuité des soins et la permanence des soins dans les conditions prévues par le contrat d'exercice conclu entre le Centre Hospitalier et chacun des Praticiens Libéraux. Ce contrat précisera les modalités suivant lesquelles chaque praticien exerçant à titre libéral sera associé au fonctionnement et aux activités organisées par l'établissement dans le cadre du GCS ;
- Facilite la mise à disposition de moyens autorisant une complémentarité publique-libérale de l'offre de soins médicale et chirurgicale

L'objet du Groupement est circonscrit à l'encadrement de l'activité de chirurgie / anesthésie / actes interventionnels pour activité d'hospitalisation et de venues externes réalisés par les Praticiens Libéraux auprès des usagers de l'établissement public de santé.

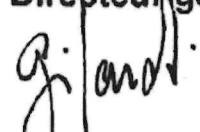
Article 2 – Les autres articles de la décision susvisée sont inchangés.

Article 3 – La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 – Le directeur de l'offre de soins de l'ARS Hauts-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **06 MARS 2026**

Le Directeur général



Hugo GILARDI

**CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SANITAIRE
« GCS Libéral du Centre Hospitalier de Château-Thierry »**

AVENANT 2

PRÉAMBULE

Le Centre Hospitalier Jeanne de Navarre de Château-Thierry (ci-après le « Centre Hospitalier » ou le « CH de Château-Thierry ») est un établissement public de santé titulaire des autorisations d'activités de soins suivantes :

- Médecine, en hospitalisation complète et à temps partiel ;
- Chirurgie en hospitalisation complète et ambulatoire ;
- Gynécologie obstétrique ;
- Néonatalogie ;
- Médecine d'urgence sous forme de structure des urgences et de SMUR ;
- Réanimation.

L'activité du Centre Hospitalier est organisée autour de six pôles : le pôle médecine, le pôle femme-mère-enfant, le pôle chirurgie-anesthésie-réanimation, le pôle médico-technique, le pôle urgences consultation et le pôle médico-social.

Depuis plusieurs années, confronté au déclin de la démographie médicale et à la raréfaction d'intervenants médicaux, le Centre Hospitalier de Château-Thierry s'appuie sur le concours de praticiens libéraux, lesquels viennent renforcer ses effectifs médicaux.

Les praticiens sont pleinement associés à la vie hospitalière et le Centre Hospitalier a engagé eux une réflexion visant à identifier un dispositif de coopération qui permettrait de renforcer et pérenniser leur participation aux activités du service public hospitalier.

Au terme de leurs réflexions, le Centre Hospitalier et ses partenaires libéraux sont convenus de s'engager dans la création d'un groupement de coopération sanitaire de moyens, lequel, en application de l'article L6133-1, 3° du Code de la santé publique, est constitué aux fins :

- De permettre les interventions des praticiens libéraux auprès des usagers du service public ;
- D'associer les praticiens libéraux à la gouvernance de l'activité et d'inscrire ces derniers dans la vie hospitalière ;
- De pérenniser leurs participations.

L'objet du Groupement est circonscrit à l'activité de bloc opératoire pour une activité d'hospitalisation. L'activité de consultation est hors-champ du Groupement.

De la même façon, il est d'ores-et-déjà précisé que les Praticiens Libéraux ne renoncent pas à leur activité médicale en cabinet de ville ou en Clinique, activité qui reste extérieure au Groupement.

*Vu le Code de la santé publique et en particulier les articles L. 6133-1 à L. 6133-6 et R. 6133-1 à R. 6133-25 ;
Vu la décision du Directeur par intérim du Centre Hospitalier Jeanne de Navarre de Château-Thierry, prise après concertation avec le Directoire ;*

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

TITRE I - CONSTITUTION

ARTICLE 1. MEMBRES

Il est constitué :

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Centre Hospitalier Jeanne de Navarre de Château-Thierry

Etablissement public de santé

Dont le siège est Route de Verdilly à Château-Thierry (02400)

Représenté par son directeur par intérim, Monsieur Eric Lagardère, dûment habilité à cet effet

Ci-après désigné le « Centre Hospitalier »

ET

Docteur Charles-Etienne LEFEBVRE

Né le 24/01/1957 à CAMBRAI (59)

Résidant 89 rue Louis Victor de BROGLIE 51430 BEZANNES (Adresse cabinet médical)

Exerçant la profession de chirurgien-dentiste ;

Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 51-693

N° RPPS : 10003539920

ET

Docteur Frédéric LIBERGE

Né le 19/05/1964 à LE MANS (72)

Résidant 5 rue Racine 02400 CHATEAU THIERRY (adresse cabinet médical)

Exerçant la profession de médecin ORL ;

Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 02301

N° RPPS : 10001777621

ET

Docteur Charles SENAH

Né le 04/11/1964 à LOME (TOGO)

Résidant 200 rue Louis Victor de BROGLIE 51430 BEZANNES (adresse cabinet médical)

Exerçant la profession de chirurgien infantile ;

Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 4628

N° RPPS : 10002672177

ET

Docteur Alexandra ULRICH

Née le 18/12/1977 à REIMS (51)

Résidant 22 rue Simon 51100 REIMS (Adresse cabinet médical)

Exerçant la profession de chirurgien-dentiste ;

Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 024810095

N° RPPS : 10000441971

ET

Docteur Edgar SOUBEYRE

Né le 14/07/1994 à PARIS 9 (75)
Résidant 76 boulevard Lundy 51100 Reims (Adresse personnelle)
Exerçant la profession de chirurgien-dentiste ;
Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 81836
N° RPPS : 10102143566

ET

Docteur Hassan ZOUGHAIBY

Né le 15/01/1964 à KYRKAPHTY (Syrie)
Résidant 27 rue edmé denizot 10410 Saint parres aux tertes (adresse personnelle)
Exerçant la profession de chirurgien orthopédique et traumatologique;
Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 1634
N° RPPS : 10003749024

ET

Docteur Mohamed ALAYOUBI

Né le 11/01/1970 à Homs (Syrie)
Résidant 4 chemin des caves 02400 Château-Thierry
Exerçant la profession d'ophtalmologue ;
Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 4207
N° RPPS : 10108769323

ET

Docteur Marouen GARRAB

Né le 20/04/1977 à BIZERTE (Tunisie)
Résidant 5 rue Vieille 02400 Château-Thierry (Adresse cabinet médical)
Exerçant la profession de chirurgien urologique;
Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 02-4238
N° RPPS : 10108250936

ET

Docteur Ines NACEF

Née le 28/05/1985 à BIZERTE (Tunisie)
Résidant 4 rue Georges Picot 51000 Reims (Adresse personnelle)
Exerçant la profession de chirurgien ORL;
Inscrit à l'Ordre des médecins sous le numéro 51-6359
N° RPPS : 10102319265

Un groupement de coopération sanitaire (ci-après dénommé le « Groupement ») de moyens de droit public régi par les articles L. 6133-1 et suivants et R. 6133-1 et suivants du Code de la santé publique, les textes en vigueur, par la présente convention et, le cas échéant, par le règlement intérieur.

Docteur Charles-Etienne LEFEBVRE, Docteur Frédéric LIBERGE, Docteur Charles SENAH et Docteur Alexandra ULRICH, Docteur Edgar SOUBEYRE, Docteur Hassan ZOUGHAIBY, Docteur Mohamed ALAYOUBI, Docteur Marouen GARRAB, Docteur Ines NACEF sont collectivement désignés « Praticiens Libéraux ».

Le Centre Hospitalier et les Praticiens Libéraux sont collectivement désignés les « Membres » et individuellement désignés un « Membre ».

ARTICLE 2. DÉNOMINATION

La dénomination du Groupement est :

« GCS Libéral du Centre Hospitalier de Château Thierry »

Dans tous les actes et documents émanant du Groupement et destinés aux tiers, en particulier les lettres, factures, annonces et publications diverses, devra figurer cette dénomination suivie de la mention : « *Groupement de Coopération Sanitaire* ».

ARTICLE 3. OBJET

Le Groupement a pour objet, dans le cadre du service public, de faciliter et favoriser le développement de l'activité de chirurgie au sein du centre Hospitalier afin que puisse être maintenue et renforcée une offre de soins complète, pérenne et de qualité sur le territoire du sud de l'Aisne.

A cet effet, le Groupement :

- Permet, en application du 3° de l'article L. 6133-1 du code de la santé publique les interventions communes et croisées des Praticiens Libéraux auprès des patients du Centre Hospitalier, usagers du service public ;
- Encadre et organise l'intervention des Praticiens Libéraux auprès desdits usagers ;
- Facilite l'organisation de la continuité des soins et la permanence des soins dans les conditions prévues par le contrat d'exercice conclu entre le Centre Hospitalier et chacun des Praticiens Libéraux. Ce contrat précisera les modalités suivant lesquelles chaque praticien exerçant à titre libéral sera associé au fonctionnement et aux activités organisées par l'établissement dans le cadre du GCS ;
- Facilite la mise à disposition de moyens autorisant une complémentarité publique-libérale de l'offre de soins médicale et chirurgicale

L'objet du Groupement est circonscrit à l'encadrement de l'activité de chirurgie / anesthésie / actes interventionnels pour activité d'hospitalisation et de venues externes réalisés par les Praticiens Libéraux auprès des usagers de l'établissement public de santé.

Conformément au principe de spécialité opposable aux personnes morales tant de droit privé que de droit public, toute compétence que les membres n'auraient pas expressément confiée au Groupement relève exclusivement de la responsabilité respective de chacun des Membres.

Le Groupement poursuit un but non lucratif.

Il s'agit d'un groupement de coopération sanitaire de moyens qui n'a pas vocation à être érigé en établissement de santé.

ARTICLE 4. PERSONNALITÉ MORALE DU GROUPEMENT

Le Groupement est de droit public.

Le Groupement jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'acte d'approbation de la présente convention constitutive par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, selon les modalités fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 5. SIÈGE

Le siège du Groupement est situé :

Centre Hospitalier Jeanne de Navarre de Château-Thierry
Route de Verdilly
Château-Thierry (02400)

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la région sanitaire par décision de l'Assemblée Générale, statuant à l'unanimité des droits des Membres.

En cas de changement de siège, un avenant à la convention constitutive est établi et doit être approuvé et publié par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France.

ARTICLE 6. DURÉE

Le Groupement est constitué pour une durée indéterminée qui commence à courir à compter de la date de publication de l'acte d'approbation de la présente convention constitutive par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France.

ARTICLE 7. CAPITAL ET DROITS SOCIAUX

Article 7.1. Détermination du capital

Le Groupement est constitué avec un capital de cent euros (100 €) réparti comme suit :

- Le Centre Hospitalier apporte en numéraire : quatre-vingt-quinze euros (91 €) ;
- Docteur Charles-Etienne LEFEBVRE apporte en numéraire : un euro (1 €) ;
- Docteur Frédéric LIBERGE apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Charles SENAH apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Alexandra ULRICH apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Edgar SOUBEYRE apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Hassan ZOUGHAIBY apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Mohamed ALAYOUBI apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Marouen GARRAB apporte en numéraire : un euro (1 €)
- Docteur Ines NACEF apporte en numéraire : un euro (1 €)

Total des apports en numéraire : cent euros (100€).

Le capital du Groupement pourra être modifié par décision de l'Assemblée Générale.

Ces sommes sont versées dans les caisses du Groupement sur appel de l'Administrateur, dans les trente (30) jours de cet appel.

Les Membres du Groupement déclarent ne faire aucun apport en nature à la date de constitution du Groupement.

Tout apport en nature ultérieur doit être mentionné dans un inventaire annexé aux présentes.

Le capital du Groupement est divisé en 100(100) parts d'une valeur nominale d'un euro (1 €).

Les cent (100) parts composant le capital du Groupement sont réparties entre les Membres dans les proportions suivantes :

- Pour le Centre Hospitalier : quatre-vingt-onze (91) parts, numérotées 1 à 91 ;
- Pour Docteur Ines NACEF : une (1) part numérotée 92 ;
- Pour Docteur Charles-Etienne LEFEBVRE : une (1) part numérotée 93 ;
- Pour Docteur Frédéric LIBERGE : une (1) part numérotée 94 ;
- Pour Docteur Charles SENAH : une (1) part numérotée 95 ;
- Pour Docteur Alexandra ULRICH : une (1) part numérotée 96 ;
- Pour Docteur Edgar SOUBEYRE : une (1) part numérotée 97 ;

- Pour Docteur Hassan ZOUGHAIBY : une (1) part numérotée 98 ;
- Pour Docteur Mohamed ALAYOUBI : une (1) part numérotée 99 ;
- Pour Docteur Marouen GARRAB : une (1) part numérotée 100.

TOTAL : cent (100) parts.

Les parts sont indivisibles à l'égard du Groupement qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Le membre est d'abord admis sur décision de l'Assemblée Générale, et de son admission découle son obtention de parts au GCS. Les parts ne peuvent être cédées à un tiers.

En tout état de cause, il est expressément convenu entre les Membres que, quel que soit le nombre d'admissions au Groupement, le Centre Hospitalier ne pourra en aucun cas détenir moins de 51% du capital.

Article 7.2. Droits sociaux

Les droits des Membres sont fixés proportionnellement au nombre de parts de capital dont ils disposent tel que fixé à l'article 7.1.

Le nombre de voix attribuées à chacun des Membres lors des votes de l'Assemblée Générale est proportionnel aux droits qui leur sont reconnus.

Chaque part donne droit à une voix.

L'attribution des droits sociaux au jour de la signature est la suivante :

- Pour le Centre Hospitalier :	91 % des droits sociaux
- Pour Docteur Charles-Etienne LEFEBVRE :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Frédéric LIBERGE :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Charles SENAH :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Alexandra ULRICH :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Edgar SOUBEYRE :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Hassan ZOUGJAIBY :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Mohamed ALAYOUBI :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Marouen GARRAB :	1% des droits sociaux
- Pour Docteur Ines NACEF :	1% des droits sociaux

TOTAL

100% des droits sociaux

Article 7.3. Révision du capital et des droits sociaux

Toute modification du capital ou de sa répartition devra faire l'objet d'un avenant à la convention constitutive, adopté par l'Assemblée Générale à l'unanimité des droits des Membres présents ou représentés, puis approuvé par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France qui procède à la publication de l'arrêté correspondant conformément aux textes en vigueur.

Le total des droits sociaux et leur répartition entre les Membres pourront évoluer au gré de l'adhésion de nouveaux Membres, du retrait ou de l'exclusion de certains autres.

Il est expressément convenu entre les Membres que l'admission de nouveaux membres sera prioritairement réalisée par répartition des parts détenues par le Centre Hospitalier aux nouveaux entrants. Toutefois, le Centre Hospitalier devra toujours détenir a minima 51% des droits sociaux.

TITRE II – ADMISSION – RETRAIT – EXCLUSION – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

ARTICLE 8. ADMISSION - EXCLUSION - RETRAIT

Article 8.1. Admission de nouveaux Membres

Le Groupement peut admettre de nouveaux Membres dès lors que leur adhésion serait de nature à renforcer l'activité du Groupement ou de lui permettre de réaliser son objet.

La procédure est la suivante :

Les candidatures sont soumises à l'Assemblée Générale qui délibère sur l'admission du nouveau Membre.

Tout postulant au GCS présentant sa candidature doit au préalable adresser un courrier recommandé avec accusé de réception à l'Administrateur.

L'Administrateur vérifie les conditions d'adhésion et procède à l'examen de la recevabilité de la candidature.

En plus des conditions dictées par l'article L.6133-2 du code de la santé publique, le candidat, lorsqu'il est un praticien libéral ou une société d'exercice libéral, doit disposer d'une promesse de contrat d'exercice du Centre Hospitalier dans le cadre du GCS libéral.

L'Administrateur peut solliciter toute information supplémentaire ainsi que toute audition préalablement à l'Assemblée Générale.

Les Praticiens Libéraux s'engagent à ne pas s'opposer à l'admission d'un de leurs confrères, praticien libéral disposant d'une promesse de contrat d'exercice avec le Centre Hospitalier, sauf à démontrer un motif légitime et sérieux lequel pourra être constitué par :

- Des difficultés d'ordre déontologique et plus particulièrement en cas de sanction prononcée par les juridictions ordinaires ou pénales ;
- Une incompatibilité entre les besoins du service concerné et les compétences et aptitude du candidat.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale prise à l'unanimité des Membres présents ou représentés, un avenant qui modifiera la convention constitutive sera réalisé.

L'avenant soumis à l'approbation du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France précise à minima :

- L'identité et la qualité du nouveau Membre ;
- La date d'effet de l'admission en qualité de Membre ;
- La nouvelle répartition des droits au sein du Groupement ;
- Les conditions dans lesquelles le nouveau Membre est tenu des dettes du Groupement existant à la date effective de son adhésion ;
- Le cas échéant, les autres modifications de la convention constitutive liées à cette adhésion.

Une fois adopté, l'avenant à la présente convention fait l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

L'admission est définitive à la date fixée par l'Assemblée Générale et opposable aux tiers à compter de la publication de l'acte d'approbation de l'avenant par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France au recueil des actes administratifs de la région.

Article 8.2. Retrait

Groupement composé d'au moins trois membres

Tant que le Groupement est composé d'au moins trois membres, tout membre pourra s'en retirer volontairement sous réserve du respect de la procédure décrite ci-après :

Le membre du Groupement désirant se retirer doit notifier son intention à l'Administrateur du Groupement par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, au moins trois (3) mois avant la date effective du retrait.

L'Administrateur en avise aussitôt chaque Membre ainsi que le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France et convoque une Assemblée Générale qui doit se tenir soixante (60) jours au plus tard après la réception de la notification de retrait aux fins d'une évaluation des conséquences dudit retrait.

L'Assemblée Générale constate par délibération le retrait du Membre, détermine les conditions dans lesquelles l'activité menée en commun pour le compte des Membres peut être continuée, arrête la date effective du retrait et procède à l'arrêté contradictoire des comptes.

La décision de l'Assemblée Générale, adoptée à l'unanimité, porte avenant à la convention constitutive.

L'avenant soumis à l'approbation du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France précise *a minima* :

- L'identité et la qualité du Membre qui se retire ;
- La nouvelle répartition des droits au sein du Groupement ;
- Le cas échéant, les autres modifications de la convention constitutive liées à ce retrait.

L'avenant à la présente convention une fois approuvé fait l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Le retrait est effectif au jour de la date de publication de l'acte d'approbation de l'avenant par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France.

Par exception, le Membre, praticien libéral, dont le contrat de praticien libéral associé au service public conclu avec le Centre Hospitalier, a été résilié, entraîne une délibération de l'Assemblée Générale en vue d'examiner l'exclusion du membre du Groupement.

L'Assemblée Générale est convoquée sans délai par l'Administrateur. Elle constate le retrait intervenu et adopte les modifications de la convention constitutive afférentes au retrait. Le retrait est effectif entre les Membres au jour de la prise d'effet de la résiliation du contrat de praticien libéral associé au service public. Le praticien libéral concerné perd, à compter de ce jour, le droit de siéger aux instances du Groupement et d'y délibérer.

Groupement composé de deux membres

Dans l'hypothèse où en cours d'exercice, le Groupement ne comporterait plus que deux membres, le retrait d'un membre entraînera de plein droit la dissolution du Groupement telle que prévue ci-après.

Les modalités sont les suivantes :

Le membre du Groupement désirant se retirer doit notifier son intention à l'Administrateur du Groupement par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, au moins trois (3) mois avant la date effective du retrait.

A réception de la notification d'intention de retrait, l'Administrateur engage sans délai une procédure de conciliation prévue par la présente convention constitutive, sauf si les membres renoncent mutuellement et par écrit à recourir à ladite procédure.

En l'absence de conciliation, ou si les membres décident de ne pas mettre en œuvre la procédure de conciliation, la procédure de retrait (selon les stipulations de retrait susmentionnées) et de dissolution du Groupement se poursuivra.

Article 8.3. Exclusion

Article 8.3.1. Groupement composé de deux Membres

Lorsque le Groupement ne comporte que deux Membres, la procédure d'exclusion ne peut être engagée.

En cas de non-respect grave ou répété par l'un des Membres aux obligations définies par les dispositions législatives et réglementaires relatives aux groupements de coopération sanitaire de moyens et par la présente convention, ainsi que par les délibérations de l'Assemblée Générale ou par le règlement intérieur, l'autre Membre pourra engager, à défaut de régularisation dans les trois (3) mois suivant une mise en demeure adressée au Membre défaillant, une procédure de conciliation telle que visée à l'article 15 des présentes.

Article 8.3.2. Groupement composé d'au moins trois Membres

La procédure d'exclusion ne peut être mise en œuvre que lorsque le Groupement comporte au moins trois (3) Membres et, en application de l'article L.6133-2 du code de la santé publique, ne pourra concerner le Centre Hospitalier.

Elle peut être prononcée par l'Assemblée Générale à tout moment en cas de manquements graves ou répétés aux obligations de l'un des Membres du Groupement définies par les textes applicables aux groupements de coopération sanitaire, par la présente convention constitutive, par le règlement intérieur ainsi que par les délibérations de l'Assemblée Générale et à défaut de régularisation dans le mois suivant une mise en demeure adressée au membre défaillant par l'Administrateur.

À défaut de régularisation dans le délai d'un mois suivant la réception de la mise en demeure, l'Administrateur du Groupement adresse par courrier recommandé avec accusé de réception une convocation au Membre défaillant. Le Membre concerné est entendu préalablement à la décision d'exclusion par l'Assemblée Générale. Tout Membre dont l'exclusion est envisagée est préalablement invité à présenter, par écrit, ses observations sur les manquements reprochés, dans le délai qui lui est imparti par l'Administrateur, lequel ne pourra, sauf urgence, être inférieur à trente (30) jours.

Les voix de l'établissement Membre dont l'exclusion est envisagée ne sont pas prises en compte dans le vote portant sur son exclusion.

La procédure d'exclusion est également mise en œuvre en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire à l'encontre de l'un des Membres.

La décision d'exclusion, adoptée à l'unanimité, porte avenant à la convention constitutive et précise à minima :

- L'identité et la qualité du Membre exclu ;
- La nouvelle répartition des droits sociaux ;
- Le cas échéant, les autres modifications de la convention constitutive liées à cette exclusion.

L'avenant est soumis à l'approbation du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France et fait l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Le Membre exclu reste tenu des dettes contractées par le Groupement jusqu'à la date effective de son exclusion.

Il est procédé à un arrêté des comptes à la date de l'exclusion selon les modalités prévues à l'article 8.2 des présentes.

La nouvelle répartition des parts de capital et des droits sociaux donne lieu à une régularisation qui sera effective à la date de publication de l'acte d'approbation de l'avenant; jusqu'à cette date, les voix de l'exclu ne sont pas décomptées pour l'application des règles de quorum et de majorité.

ARTICLE 9. DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

Les Membres du Groupement ont les droits et obligations qui résultent des dispositions légales ou réglementaires, de la présente convention constitutive, le cas échéant, du règlement intérieur, du protocole concernant les prestations croisées (annexé au contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier) et des délibérations de l'Assemblée Générale.

Les Membres du Groupement sont tenus d'adopter un comportement loyal et sincère propre à assurer la bonne réalisation des missions qui lui sont confiées conformément à l'article 3 des présentes.

Chaque Membre du Groupement a le droit, dans la proportion du nombre de ses droits sociaux rapportés au nombre total attribué à l'ensemble des Membres, de participer avec voix délibérative aux assemblées générales du Groupement.

Chaque Membre de l'Assemblée Générale annuelle a le droit d'être tenu informé de la marche des affaires dans les conditions statutaires. En sus des informations données lors des assemblées générales, chaque Membre a le droit d'être informé à tout moment sur l'activité du Groupement, sauf à ce que ce droit dégénère en abus par sa fréquence ou l'importance disproportionnée des renseignements ou informations demandées.

Dans les rapports entre eux, les Membres du Groupement sont tenus des obligations de celui-ci.

Chaque Membre s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers les informations considérées comme confidentielles par le Membre dont elles proviennent.

Chaque Membre est tenu de communiquer au Groupement, dans les conditions définies par l'Assemblée Générale, toutes les informations qu'il détient intéressant l'objet du Groupement.

Le défaut de production des informations peut être considéré comme une faute grave.

En outre, un rapport d'évaluation des activités est adressé chaque année, avant le 30 juin, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France.

TITRE III – FONCTIONNEMENT

ARTICLE 10. PRINCIPES D'ORGANISATION

Article 10.1. Principes d'organisation

L'organisation mise en œuvre au sein du Groupement pour le bon accomplissement de son objet se doit de respecter l'intégrité et le fonctionnement interne des Membres.

Les Membres peuvent mettre à la disposition du Groupement, les moyens nécessaires à la réalisation de son objet et qui font l'objet, autant que de nécessaire, de dispositions spécifiques du règlement intérieur s'il en est prévu un ou du protocole concernant les prestations croisées (annexé au contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier) ou de décisions de l'Assemblée Générale.

Les matériels mis à disposition du Groupement par un Membre restent la propriété de ce dernier.

Le Groupement peut également acquérir en propre les biens nécessaires à son objet.

Article 10.2. Modalités d'intervention des personnels

Le Groupement peut conformément aux dispositions légales et réglementaires bénéficier de personnel mis à sa disposition fonctionnelle pour répondre aux missions qui lui sont attribuées conformément à l'article 3 des présentes.

Article 10.2.1. Personnel propre du Groupement

Le Groupement n'est pas employeur.

Article 10.2.2 Mise à disposition de personnels

Les Membres du Groupement peuvent mettre à la disposition de ce dernier, les personnels médicaux, non médicaux, administratifs, techniques et logistiques correspondant quantitativement et qualitativement aux moyens humains qui sont nécessaires à la réalisation de son objet social.

La mise à disposition n'est pas une position statutaire. Les personnels mis à disposition du Groupement restent régis selon le cas par leur contrat de travail, par la convention ou l'accord collectif de travail ou par le statut qui leur sont applicables.

La valorisation de ces mises à disposition est faite selon les modalités de l'article 10.4 des présentes.

Article 10.3. Modalités de mise à disposition des biens

Chaque Membre peut mettre à disposition du Groupement les biens matériels (locaux, équipements ...) et immatériels (développements logiciels dont l'établissement membre est propriétaire) nécessaires à son fonctionnement.

Les biens mis à disposition du Groupement par un Membre restent la propriété de ce Membre.

La valorisation de ces mises à disposition est faite selon les modalités de l'article 10.4 des présentes.

Article 10.4. Valorisation des mises à dispositions

Les mises à la disposition dont bénéficieront les Praticiens Libéraux, pour la réalisation de leur activité libérale dans le cadre du présent Groupement, donnent lieu au versement d'une redevance, fixée à l'article 11.1 ci-après.

ARTICLE 11. PARTICIPATION DES PRATICIENS AUX ACTIVITES DE SERVICE PUBLIC

Article 11.1. Contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier

Le Directeur du Centre Hospitalier autorise chacun des Praticiens Libéraux, signataire d'un contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier dans les conditions ci-après définies, à réaliser au sein de l'établissement public de santé et auprès des patients hospitalisés, tout acte relevant de sa spécialité et correspondant à ses titres hospitalo-universitaires, conformément à l'article L. 6133-1 3° du code de la santé publique.

L'autorisation est rigoureusement personnelle et non cessible.

Les Praticiens Libéraux s'engagent à exercer leur activité professionnelle dans le cadre des conditions générales d'organisation et de fonctionnement du Centre Hospitalier, dans le respect de son règlement intérieur, de son protocole concernant les prestations croisées (annexé au contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier) et conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale du Groupement.

Les Praticiens qui interviennent au bénéfice exclusif des patients du service public hospitalier sont rémunérés par le Centre Hospitalier conformément aux textes en vigueur. A aucun moment, il ne pourra être dérogé à la qualité d'usager du service public pour lequel ce dispositif devra rester neutre.

Dans le cas où il serait mis fin, pour quelque cause que ce soit, au contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier, une délibération de l'Assemblée Générale en vue d'examiner l'exclusion du membre du Groupement sera réalisée.

Chaque praticien continue en tout état de cause à relever des professions mentionnées à l'article L. 640-1 du Code de la Sécurité sociale (professions libérales).

Les moyens de fonctionnement mis à la disposition des Praticiens Libéraux pour l'exercice de leur activité dans le cadre du Groupement sont ceux de l'établissement dans les conditions de fonctionnement de son plateau technique. Leur mise à disposition donne lieu au versement d'une redevance.

Les actes médicaux assurés par les Praticiens Libéraux sont rémunérés par le Centre Hospitalier sur la base des honoraires correspondant aux tarifs prévus au 1° du I de l'article L. 162-14-1 du Code de la Sécurité Sociale et de leurs textes d'application, à savoir tarification à l'acte selon la classification commune des actes médicaux « CCAM Secteur I » ou tout autre tarification qui pourrait être substituée à la CCAM.

Cet honoraire sera minoré d'une redevance au taux de 5 % de l'acte en hospitalisation et 10% en venue externe.

Article 11.2. Continuité des soins et permanence des soins

Les Praticiens Libéraux s'engagent, en cas de besoin du Centre Hospitalier, à participer à la permanence des soins de l'établissement.

Les dispositions applicables aux Praticiens Libéraux en matière de continuité et permanence des soins sont précisées dans le contrat de praticien libéral associé au service public.

Les Praticiens Libéraux participant à la permanence des soins seront rémunérés forfaitairement dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 11.3. Evaluation – Suivi de la coopération

Chaque année, il est procédé à une évaluation destinée à apprécier la pertinence médicale et économique de l'activité confiée à chacun des Praticiens Libéraux, à savoir le remplissage de la vacation opératoire mise à disposition. Les résultats sont transmis au praticien concerné pour avis.

Chaque année suivant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du partenariat instauré entre le Centre Hospitalier et chacun des Praticiens Libéraux, il sera procédé, tous les six mois, à une évaluation de la coopération.

Ladite évaluation considèrera, outre le volume d'activité, les perspectives de développement de l'activité et la pertinence financière du partenariat, tant pour le Centre Hospitalier que pour les Praticiens Libéraux.

Article 11.4. Assurances et responsabilités

Le Centre Hospitalier est responsable des éventuels dommages causés aux usagers du service public à l'occasion des soins prodigués y compris par les Praticiens Libéraux intervenant dans le cadre des présentes.

Les Praticiens Libéraux, qui exercent à titre libéral interviennent en toute indépendance thérapeutique et sont responsables des fautes commises dans l'exercice de leur art.

Nonobstant l'indépendance professionnelle inaliénable dont bénéficie le praticien, les patients pris en charge par le Centre Hospitalier sont couverts par la responsabilité de ce dernier au terme du contrat de soins ou d'hospitalisation qui lie l'établissement au patient et au titre de tous actes effectués par les Praticiens Libéraux sur ce dernier.

Le Centre Hospitalier demeurera couvert par son assurance au titre de ses activités propres et des moyens qu'ils mettent à disposition du Groupement.

Les Praticiens Libéraux devront être assurés à leurs frais conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12. BUDGET ET TENUE DES COMPTES

Article 12.1. Budget

L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice du Groupement commencera au jour de la prise d'effet de la présente convention.

Le budget approuvé chaque année par l'Assemblée Générale inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Toutefois, compte tenu de l'objet du Groupement :

- Il n'est pas prévu de financement particulier ;
- Le Groupement n'a pas vocation à engager des dépenses, autres que les frais d'agent comptable, ni à recouvrer des recettes.

Dans ces conditions, la responsabilité aux dettes des Membres n'a pas vocation à être engagée.

Toutefois, dans une telle hypothèse, les Membres seront tenus aux dettes à proportion de leurs droits sociaux.

Article 12.2. Tenue des comptes

Le Groupement est une personne morale de droit public dont la comptabilité est tenue et gérée selon les règles de la comptabilité publique.

Le Groupement est doté d'un agent comptable nommé par arrêté du préfet.

L'agent comptable assiste, avec voix consultative, à l'Assemblée Générale du Groupement.

Article 12.3. Contribution aux charges de fonctionnement du Groupement

Le Groupement n'a pas vocation à engager des dépenses.

Toutefois, pour le cas où des charges de fonctionnement seraient générées, les Membres contribueront auxdites charges du Groupement à proportion des services qui leur seront rendus par ce dernier, dans les conditions prévues par l'Assemblée Générale du Groupement.

TITRE IV – INSTANCES

ARTICLE 13. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 13.1. Composition

L'Assemblée Générale se compose de l'ensemble des Membres du Groupement.

Chaque Membre est présent ou représenté par un autre praticien membre du GCS au sein de l'Assemblée Générale.

Le Centre Hospitalier dispose de 3 représentants :

- Son directeur ou son mandataire ;
- Le Président de la Commission médicale d'établissement ;
- Le médecin responsable du bloc opératoire ;

Les membres ou leurs représentants participent librement aux débats. Les Membres du Groupement disposent d'autant de voix qu'ils disposent de parts. Toutefois, pour les personnes morales, seul le représentant légal du membre, ou son mandataire, peut participer au vote dans la limite des droits sociaux que la personne morale qu'il représente détient.

Toute personne dont la présence serait utile à la tenue de l'Assemblée Générale peut être invitée par l'Administrateur et participer aux débats.

L'agent comptable assiste à l'Assemblée Générale du Groupement.

La personne physique qui perd le titre ou la fonction pour lequel elle est désignée perd sa qualité de représentant de Membre qui pourvoit sans délai à son remplacement.

Article 13.2. Tenue et déroulement des assemblées générales

Convocation de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se réunit aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins une (1) fois par an sur convocation de l'Administrateur.

L'Assemblée Générale se réunit également de droit à la demande de l'un de ses Membres, sur un ordre du jour déterminé. Si l'Administrateur ne défère pas dans un délai de quinze (15) jours à la demande de convocation présentée par l'un des Membres du Groupement sur un ordre du jour déterminé, ce dernier convoque lui-même l'Assemblée Générale au siège du Groupement.

L'Assemblée Générale est convoquée par écrit ou au moyen de communication électronique (courriel, télécopie) qui intègre une demande d'accusé de réception afin de justifier, en cas de contestation, l'envoi et la réception de la convocation.

L'Assemblée Générale est convoquée quinze (15) jours au moins à l'avance par l'Administrateur, et en cas d'urgence, quarante-huit (48) heures au moins à l'avance.

En cas d'urgence et si tous les membres sont présents, l'Assemblée peut être tenue sur le champ sur un ordre du jour déterminé par les membres.

En cas de liquidation, elle est convoquée par le Liquidateur.

La convocation préparée par l'Administrateur, par l'un des membres du Groupement ou par le liquidateur, fixe l'ordre du jour et le lieu de réunion.

En outre, sont joints à la convocation en vue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes, les documents financiers de l'exercice écoulé.

Tout Membre est en droit de demander l'inscription d'un ordre du jour à la condition que la demande soit adressée à l'auteur dix (10) jours au plus tard après réception de la convocation.

Présidence de séance

L'Assemblée Générale est présidée par l'Administrateur du Groupement.

En cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier, la présidence est assurée par l'Administrateur suppléant.

Dans sa fonction de Président de séance, l'Administrateur, ou son suppléant, a notamment pour mission d'assurer :

- Le bon déroulement de la séance ;
- La tenue de l'émergence par l'ensemble des membres présents et représentés de la feuille de présence indiquant les noms des représentants ainsi que les collègues dont ils sont issus et mentionnant l'établissement Membre du Groupement qu'ils représentent ;
- La vérification du quorum ;
- La police des débats ;
- Les votes à distance.

L'Assemblée désigne en son sein un secrétaire de séance.

L'Administrateur assure notamment le bon déroulement de la séance, la tenue de l'émergence de la feuille de présence, veille à la désignation du secrétaire de séance par l'Assemblée, à la vérification du *quorum* et à la rédaction du procès-verbal qui est porté sur un registre coté et paraphé, tenu au siège du Groupement.

Vote et consultation à distance

➤ *Vote et participation aux assemblées générales à distance*

Sauf en ce qui concerne les modifications de la convention constitutive et sous réserve que les possibilités techniques le permettent, les Membres peuvent participer à la réunion de l'Assemblée générale via tout moyen de télécommunication leur permettant effectivement de participer aux débats et d'émettre des votes à distance (conférences téléphoniques ou audiovisuelle, etc.). Tout moyen de télécommunication peut être utilisé dans l'expression des décisions, pourvu que le vote puisse être reproduit sur un support écrit.

Les Membres peuvent également exprimer leur vote en adressant un bulletin de vote par correspondance.

En cas de vote par correspondance, le bulletin de vote par correspondance, nécessairement écrit, sera adressé par le Membre votant au Président avant la clôture du scrutin, par tout moyen (courrier, télécopie, messagerie électronique, etc.).

Les Membres participant aux réunions de l'Assemblée Générale par correspondance, ou par l'un quelconque des moyens de télécommunication précités, sont réputés présents pour le calcul des quorums.

➤ *Consultations des Membres*

Par ailleurs, à l'initiative de l'Administrateur, il peut être organisé à tout moment une consultation à distance des

Membres par tout moyen (Visio conférence/mail, etc.).

Dans ce cas, une convocation définissant les modalités de consultation devra être adressée aux Membres quatre (4) jours au moins avant la date de la consultation.

Cette dernière, sauf décision unanime des Membres, ne peut disposer de la valeur d'une assemblée générale.

Quorums

L'Assemblée Générale peut valablement délibérer, pourvu que le Centre Hospitalier et au moins un Praticien Libéral soit présent ou représentés

Dans l'hypothèse où le *quorum* nécessaire à la tenue de l'Assemblée Générale ne serait pas atteint, il est procédé par l'Administrateur, ou, à défaut, par son suppléant à une nouvelle convocation dans les quinze (15) jours.

L'Assemblée Générale peut alors se réunir et délibérer sans condition de quorum, pourvu que le Centre Hospitalier soit présent ou représenté.

En cas d'urgence, qualifiée par l'Administrateur, ce délai est ramené à huit (8) jours et, si l'ensemble des Membres votants sont présents ou représentés, l'Assemblée générale peut se réunir sans délai, ni formalisme de convocation.

Scrutin

Les votes ont lieu à main levée sauf demande de scrutin secret émise par au moins un des Membres du Groupement.

Article 13.3. Délibérations de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est compétente pour régler les affaires intéressant le Groupement.

L'Assemblée Générale délibère sur les questions relevant de sa compétence selon les termes de la présente convention et notamment :

1. Toute modification de la convention constitutive ;
2. Le transfert du siège du Groupement en tout autre lieu de la même région ou dans toute autre région dans le ressort géographique de laquelle est situé un établissement de santé membre du Groupement ;
3. Le règlement intérieur du Groupement, le cas échéant ;
4. La participation aux actions de coopération mentionnée à l'article L. 6134-1 ;
5. Les modalités selon lesquelles chacun des Membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement ;
6. Les modalités selon lesquelles les droits des Membres sont fixés dans la convention constitutive du Groupement ;
7. L'admission de nouveaux Membres ;
8. L'exclusion d'un Membre ;
9. Les conditions dans lesquelles un Membre peut se retirer du Groupement ;
10. La nomination et la révocation de l'administrateur et de son suppléant ;
11. Les conditions dans lesquelles peuvent être attribuées à l'administrateur les indemnités de mission ;
12. Les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation ainsi que les conditions des baux de plus de dix-huit (18) ans ;
13. La dissolution du Groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
14. Le rapport d'activité annuel ainsi que les comptes financiers transmis au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
15. Le protocole définissant les modalités selon lesquelles sont réalisées les prestations médicales mentionnées au premier alinéa de l'article L. 6133-6 et précisant notamment les mesures visant à assurer l'information des patients et la continuité de leur prise en charge ;
16. Les modalités de facturation et de paiement des actes médicaux mentionnés au premier alinéa de l'article L. 6133-6 ;
17. Les conditions dans lesquelles elle délègue certaines de ses compétences à l'Administrateur ;
18. Le budget prévisionnel ;
19. L'approbation des comptes de chaque exercice ;
20. Le montant des indemnités de l'agent comptable.

Majorités

Les délibérations mentionnées au 1° et au 7° doivent être adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Toutes les autres délibérations sont adoptées à la majorité de 95 % des droits des Membres présents ou régulièrement représentés.

Toutefois, les délibérations mentionnées au 8 du présent article sont valablement prises sans que puissent participer au vote les représentants du membre dont l'exclusion est demandée, sous réserve que la mesure d'exclusion soit adoptée par un nombre de Membres représentant au moins la moitié des droits des Membres du Groupement.

ARTICLE 14. ADMINISTRATEUR ET ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT

Le Groupement est administré par un Administrateur élu en son sein par l'Assemblée Générale pour une durée de deux (2) ans, renouvelable, parmi les représentants du Centre Hospitalier.

Un suppléant, élu dans les mêmes conditions que l'Administrateur parmi les Praticiens Libéraux et pour une durée égale à celle de l'Administrateur, remplace ce dernier dans toutes ses fonctions lorsque l'Administrateur ne peut pas les assurer et dans les cas prévus par la convention constitutive du Groupement. Il supplée l'Administrateur si ce dernier est révoqué ou démissionne de ses fonctions, quelle qu'en soit la cause, jusqu'à la désignation d'un nouvel Administrateur par l'Assemblée Générale.

L'Administrateur peut déléguer sa signature à l'Administrateur suppléant pour assurer la continuité des activités du Groupement lors de ses périodes d'absence.

Si l'Administrateur perd en cours de mandat sa qualité de représentant à l'Assemblée Générale d'une personne morale Membre, son mandat prend fin à compter du jour où il cesse de représenter ce Membre.

L'Administrateur et l'Administrateur suppléant sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale sur juste motif.

En cas de démission, de révocation, ou de perte de qualité de l'Administrateur, une Assemblée Générale est réunie à l'initiative de l'Administrateur suppléant ou de l'un des Membres dans les trente (30) jours afin de désigner un nouvel Administrateur.

Les mandats d'Administrateur et d'Administrateur suppléant sont exercés gratuitement. Ils peuvent toutefois se voir attribuer des indemnités de mission dans les conditions déterminées par l'Assemblée Générale, conformément à la réglementation.

L'Administrateur assure plus particulièrement dans le cadre de l'administration du Groupement, les missions suivantes :

1. Convocation des assemblées générales ;
2. Préparation et exécution des décisions de l'Assemblée Générale ;
3. Représentation du Groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice ;
4. Evaluation de la coopération ;
5. Gestion courante du Groupement ;
6. Assurer l'exécution du budget.

L'Administrateur procède chaque année à une évaluation médicale et économique de l'activité des Praticiens.

Il en fait part aux Praticiens Libéraux Membres du Groupement dans le cadre de leur contrat les liant au Centre Hospitalier.

Il a qualité d'ordonnateur des recettes et des dépenses.

D'une manière générale, l'Administrateur est compétent pour régler les affaires du Groupement autres que celles relevant de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale.

Dans les rapports avec les tiers, l'Administrateur engage le Groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Il peut en outre recevoir délégation de l'Assemblée Générale. Pour le cas où l'Assemblée Générale entendrait déléguer à l'Administrateur certaines des compétences prévues à l'article 13.3, un avenant à la présente convention sera adopté.

TITRE V – CONCILIATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 15. CONCILIATION - CONTENTIEUX

En cas de litige ou de différend survenant entre les membres du Groupement ou encore entre le Groupement lui-même et l'un de ses Membres à raison de la présente convention ou des textes applicables au Groupement, ou en cas de volonté de retrait de l'un des membres lorsque le Groupement se compose de deux (2) Membres, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend à deux (2) conciliateurs qu'elles auront respectivement désignés.

Une solution amiable devra intervenir dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la date à laquelle la désignation du premier conciliateur est notifiée à l'autre partie.

Faute d'accord, la juridiction compétente pourra être saisie ou la procédure de retrait poursuivie.

ARTICLE 16. DISSOLUTION

Le Groupement est dissous par décision de l'Assemblée Générale notamment du fait de la réalisation ou de l'extinction de son objet.

Il est également dissous de plein droit si, par le retrait d'un ou plusieurs de ses Membres, il n'en compte plus qu'un seul, ou s'il n'y a plus d'établissement de santé.

La dissolution du Groupement est notifiée au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France qui en assure la publication dans les conditions de forme prévues par la réglementation.

Il peut enfin être dissous par décision motivée du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, en cas d'extinction de l'objet, ou une absence de réunion de l'Assemblée Générale depuis trois (3) exercices comptables ou en cas de manquement grave ou réitéré du Groupement à ses obligations légales et réglementaires dans les conditions fixées par la réglementation.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France notifie ce constat au Groupement et lui demande de faire connaître, dans un délai d'un (1) mois, ses observations ainsi que les mesures correctrices adoptées ou envisagées.

En l'absence de réponse à l'issue du délai ou si cette réponse est insuffisante, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé adresse au Groupement une injonction de prendre toutes dispositions nécessaires, assortie d'une mise en demeure de remédier aux manquements dans un délai déterminé.

Lorsque les mesures correctrices nécessaires relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale, l'Administrateur du Groupement convoque cette dernière et peut alors demander au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France un délai supplémentaire pour remédier aux manquements.

S'il est constaté au terme de ce délai qu'il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France prononce, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 6147-9, la dissolution du Groupement.

La décision de dissolution du Groupement prise par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France est motivée et notifiée au groupement et à ses Membres. Cette décision fait l'objet d'une publication au

Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans la région Hauts-de-France dans les conditions de forme prévues au troisième alinéa de l'article R. 6133-1-1.

ARTICLE 17. LIQUIDATION

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du Groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'Assemblée Générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Les fonctions de l'Administrateur cessent au jour de la désignation par l'Assemblée Générale du ou des liquidateurs.

En fin de liquidation, les Membres ou leurs représentants sont convoqués en une Assemblée Générale de clôture.

ARTICLE 18. DÉVOLUTION DES BIENS

Les règles relatives à la dévolution des biens du Groupement sont arrêtées par l'Assemblée Générale, étant entendu que les biens mobiliers ou immobiliers mis à disposition par un Membre restent la propriété de ce dernier.

Ces règles seront établies dans le souci permanent de privilégier la continuité des soins et le maintien d'une offre hospitalière conforme aux besoins de la population.

TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19. RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'Assemblée pourra établir un règlement intérieur opposable à chacun des Membres et intervenants.

Pour le cas où il serait établi, le règlement intérieur constituera le prolongement de la convention constitutive du Groupement dont il sera indissociable ; chaque membre s'oblige à en respecter toutes les dispositions.

Ce règlement intérieur est révisé chaque fois que nécessaire par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 20. MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

La présente convention constitutive pourra être modifiée par l'Assemblée Générale des Membres statuant dans les conditions visées à l'article 13 des présentes.



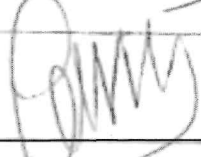

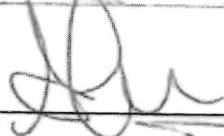





Ces modifications devront faire l'objet d'une approbation par les autorités compétentes et d'une publicité telle que prévue par les textes en vigueur.

ARTICLE 21. DISPOSITIONS FINALES

Les soussignés donnent mandat au Directeur du Centre Hospitalier à l'effet de conclure pour le compte du Groupement les formalités nécessaires à sa publication.

Fait à Château-Thierry, le 01/06/2025

En autant d'exemplaires originaux que de Membres plus quatre, dont un pour rester au siège du Groupement, un pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, et deux pour les formalités de publicité, les autres pour être remis à raison d'un exemplaire à chaque Membre du Groupement.

<p>Pour le Centre Hospitalier Jeanne de Navarre de Château-Thierry</p> <p>Son directeur par intérim</p> <p>Monsieur Eric Lagardère</p>	
<p>Docteur Charles-Etienne LEFEBVRE</p>	
<p>Docteur Frédéric LIBERGE</p>	
<p>Docteur Charles SENAH</p>	
<p>Docteur Alexandra ULRICH</p>	
<p>Docteur Edgar SOUBEYRE</p>	
<p>Docteur Hassan ZOUGHAIBY</p>	
<p>Docteur Mohamed ALAYOUBI</p>	
<p>Docteur Marouen GARRAB</p>	
<p>Docteur Ines NACEF</p>	



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

Service régional de la performance
économique et environnementale des
entreprises

Service instructeur :
DDTM du Pas-de-Calais
Service Agriculture

Réf. :SEA/EFA/SP/62-25500

SCEA DU PETIT SERVINS
**Madame, Monsieur DELEYE Hélène
et Clément**
5 rue de Bouvigny
62530 SERVINS

**Arrêté préfectoral portant autorisation relatif à une demande d'autorisation préalable
d'exploiter**

Le préfet de la Région Hauts-de-France,
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,
préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment les articles L. 331-1 et suivants et R. 331-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 du ministre de l'intérieur et des outre-mer portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2022 établissant le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral donnant délégation de signature au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France en date du 03 mars 2026 ;

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Hauts-de-France
Cité administrative - 53 rue de la Vallée - 80000 AMIENS - Tél : 03 22 33 55 43 - Fax : 03 22 33 55 50
courriel : srpe.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

Vu l'arrêté de subdélégation de signature à certains agents de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France en date du 5 mars 2026 ;

Vu la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par la SCEA DU PETIT SERVINS représentée par madame DELEYE Hélène et monsieur DELEYE Clément, dont le siège social est situé à SERVINS, pour une superficie de 91,49 hectares (ha), enregistrée complète le 20 novembre 2025 ;

Considérant que l'opération consiste en :

- la transformation de l'EARL COCHET JEAN JACQUES en SCEA DU PETIT SERVINS à périmètre constant ;
- l'installation de monsieur DELEYE Clément au sein de la SCEA DU PETIT SERVINS ;

Considérant que la fin du délai de publicité était fixée au 12 février 2026 ;

Considérant qu'aucune autre demande concurrente n'a été réceptionnée complète dans le délai prévu à l'article D 331-4-1 du CRPM, que cette demande est conforme aux dispositions du SDREA Hauts-de-France, et qu'il y a donc lieu d'autoriser le demandeur ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France ;

ARRÊTE

Article 1

Les 2 opérations de la demande de la SCEA DU PETIT SERVINS, dont le siège social est situé à SERVINS, sont autorisées :

- la transformation de l'EARL COCHET JEAN JACQUES en SCEA DU PETIT SERVINS à périmètre constant ;
- l'installation de monsieur DELEYE Clément au sein de la SCEA DU PETIT SERVINS, société qui exploite au moyen des parcelles listées en annexe ;

A l'issue de ces opérations, la SCEA DU PETIT SERVINS sera composée de 2 associés exploitants, madame DELEYE Hélène et monsieur DELEYE Clément.

Article 2

Le présent arrêté cesse de produire ses effets s'il est démontré que la décision ainsi prise repose sur de faux documents ou attestations, ou de fausses informations transmises par le demandeur.

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification :

- en déposant un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture (DGPE – S/Direction des exploitations agricoles), par voie postale en recommandé avec avis de réception ou sur place contre récépissé. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut

elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants, dans les conditions sous-mentionnées.

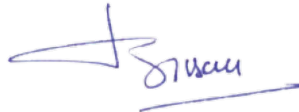
- directement auprès du tribunal administratif, par voie postale en recommandé avec avis de réception ou sur place contre horodatage ou via l'application télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3

Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Amiens, le 9 mars 2026

Pour le préfet, par subdélégation,
Le chef du service régional de la performance économique
et environnementale des entreprises



Sylvain BRESSON

Annexe 1 : Liste des parcelles objet de la demande d'autorisation d'exploiter

Communes	Références cadastrales	Superficies (ha)
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 3 (J)	1.1810
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZE 4	1.1600
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZE 41	1.6630
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZE 42	0.6500
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 2 (J)	0.4715
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 2 (K)	0.4715
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 4 (J)	0.6620
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 4 (K)	0.6620
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 5 (J)	2.0085
62153 ABLAIN-SAINT-NAZAIRE	000 ZH 5 (K)	2.0085
62172 BOUVIGNY-BOYEFFLES	000 0E 558	0.8577
62690 CAMBLIGNEUL	000 ZB 36 (J)	0.4790
62690 CAMBLIGNEUL	000 ZB 36 (K)	0.4790
62690 CAMBLIGNEUL	000 ZB 37	1.6140
62690 ESTREE-CAUCHY	000 ZC 22	0.2460
62150 FRESNICOURT-LE-DOLMEN	000 0C 220	0.2059
62530 GOUY-SERVINS	000 ZB 80	2.3185
62530 GOUY-SERVINS	000 ZC 7 (J)	0.7861
62530 GOUY-SERVINS	000 ZC 7 (K)	0.4909
62530 GOUY-SERVINS	000 ZC 8 (J)	1.5956
62530 GOUY-SERVINS	000 ZC 8 (K)	2.3594
62530 SERVINS	000 ZC 7 (K)	0.1200
62530 SERVINS	000 ZB 105 (J)	0.0850
62530 SERVINS	000 ZB 105 (K)	0.5230
62530 SERVINS	000 ZB 106 (J)	0.2260
62530 SERVINS	000 ZB 106 (K)	2.4120
62530 SERVINS	000 ZB 24 (J)	1.0720
62530 SERVINS	000 ZB 24 (K)	3.6510
62530 SERVINS	000 ZB 51	0.7120
62530 SERVINS	000 ZB 52	0.8350
62530 SERVINS	000 ZC 22	4.2860
62530 SERVINS	000 ZB 25 (J)	1.2430

62530 SERVINS	000 ZB 25 (K)	1.7750
62530 SERVINS	000 ZB 59	2.1400
62530 SERVINS	000 ZC 8 (J)	0.3210
62530 SERVINS	000 ZC 8 (K)	1.1110
62530 SERVINS	000 ZC 9 (J)	4.1730
62530 SERVINS	000 ZC 9 (K)	3.9730
62530 SERVINS	000 ZC 21 (J)	1.7840
62530 SERVINS	000 ZC 21 (K)	2.4970
62530 SERVINS	000 ZC 24	0.7940
62530 SERVINS	000 ZC 26	0.3710
62530 SERVINS	000 ZC 57	0.1300
62530 SERVINS	000 ZC 25	0.3840
62530 SERVINS	000 ZB 46	5.1640
62530 SERVINS	000 ZB 58	0.5220
62530 SERVINS	000 ZB 104 (J)	0.1520
62530 SERVINS	000 ZB 104 (K)	1.0590
62530 SERVINS	000 ZC 11	1.3030
62530 SERVINS	000 ZB 50	0.4580
62530 SERVINS	000 ZB 56	1.8110
62530 SERVINS	000 ZB 57	1.2630
62530 SERVINS	000 ZC 27	0.1210
62530 SERVINS	000 ZC 44	1.3390
62530 SERVINS	000 ZC 45	0.4000
62530 SERVINS	000 ZC 23	0.2210
62530 SERVINS	000 AC 101	0.2394
62530 SERVINS	000 ZB 49	0.3590
62530 SERVINS	000 ZB 48	0.3210
62530 SERVINS	000 ZB 64 (J)	2.8310
62530 SERVINS	000 ZB 64 (K)	0.0940
62530 SERVINS	000 ZB 68	0.1590
62530 SERVINS	000 ZB 69	0.2020
62530 SERVINS	000 ZB 90	0.2200
62530 SERVINS	000 ZC 32 (J)	0.3430
62530 SERVINS	000 ZC 32 (K)	0.3980
62530 SERVINS	000 ZC 37	0.0950

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Hauts-de-France
Cité administrative - 53 rue de la Vallée - 80000 AMIENS - Tél : 03 22 33 55 43 - Fax : 03 22 33 55 50
courriel : srpe.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

62530 SERVINS	000 ZB 65	0.1610
62530 SERVINS	000 ZB 67	1.6070
62530 SERVINS	000 ZB 70	0.3500
62530 SERVINS	000 ZB 71	0.5620
62530 SERVINS	000 ZB 87	0.6680
62530 SERVINS	000 ZB 91	0.4960
62530 SERVINS	000 ZB 108	1.8300
62530 SERVINS	000 ZB 109 (J)	0.6620
62530 SERVINS	000 ZB 109 (K)	0.6440
62530 SERVINS	000 ZC 30 (J)	0.4720
62530 SERVINS	000 ZC 30 (K)	0.7860
62530 SERVINS	000 ZC 31 (J)	0.2670
62530 SERVINS	000 ZC 31 (K)	0.3540
62530 SERVINS	000 ZC 34	0.4150
62530 SERVINS	000 ZC 35	0.2160
62530 SERVINS	000 ZC 36	0.2080
62530 SERVINS	000 ZB 53	0.2210
62530 SERVINS	000 ZB 54	0.3200
62530 SERVINS	000 ZB 55	1.2960
62530 SERVINS	000 AB 35	0.0378
62530 SERVINS	000 AB 36	0.0104
62530 SERVINS	000 AB 103	0.9236
62153 SOUCHEZ	000 ZC 37	1.5220
62153 SOUCHEZ	000 ZC 38	1.3990

Service Foncier Agricole

Dossier suivi par : **Jessy GOUBET**
@ : jessy.goubet@aisne.gouv.fr
Tél. : 03 23 24 65 61

MONSIEUR DEMORTIER Olivier
56 LE VILLAGE
LIEU DIT LE BARON
02800 FRESSANCOURT

Réf. : N° 02-2025-201

Objet : Accusé de réception complet – demande d'autorisation d'exploiter N° 02-2025-201

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services une demande d'autorisation préalable d'exploiter conformément à l'article L. 331-2 du code rural et de la pêche maritime. J'en accuse réception. Votre dossier est enregistré complet le **01/10/2025** sous le numéro 02-2025-201. Le récapitulatif des références cadastrales est repris en annexe.

Caractéristiques de la demande : vous envisagez une entrée dans le SAS LA FERME LE BARON.

Mes services vont procéder à l'instruction de votre dossier et pourront vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de **quatre mois**, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le **01/02/2026**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime attestée par ce document.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille/d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Aisne, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

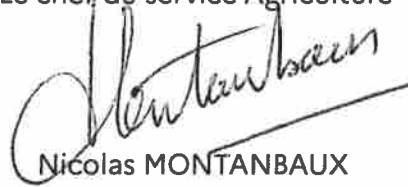
Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

A Laon, 12 7 OCT. 2025
Pour le directeur départemental
des territoires,
Le chef du service Agriculture



Nicolas MONTANBAUX

PJ : références cadastrales

Références cadastrales des biens objet de la demande
N° 02-2025-201

MONSIEUR DEMORTIER Olivier à FRESSANCOURT

Communes	Références cadastrales	Superficie
CRECY-SUR-SERRE	YD 8, YS 11, YP 9, YD 37, YB 30, YM 32, YM 33, YD 20, YP 11, YD 19	52ha62a24ca
FRESSANCOURT	AC 17, B 67, B 68, B 69, B 70, B 66, AB 221, B 11, B 12, B 13, B 14	17ha79a72ca
BRIE	AB 29, AB 69, AB 70, B 98, B 87, B 255, B 256	03ha45a98ca
CREPY	A 735p, F 205, F 210, F 292, F 504, G 437, ZB 42, ZN 54, ZN 55, ZN 60, ZN 75, ZN 8, ZP 4, ZP 34, A 1119, B 728, B 730, ZN 23, G 517, G 518, G 519, G 520, ZN 51, ZO 3, B 563, B 1055, B 1102, E 272, F 189, F 191, F 192, F 193, F 194, F 290, G 152, G 163, G 166, G 431, G 434, G 436, ZB 43, ZM 2, ZM 8, ZM 12, ZM 24, ZM 39, G 161, F 177, F 178, B 736, B 737, F 166, G 145, G 146, G 210, G 244, G 245, G 246, G 257, G 366, G 433, G 515, G 609, ZB 31, ZM 7, ZM 26, ZM 40, ZN 50, ZN 58, ZO 4, ZA 13, ZB 18, ZB 19, ZD 48, ZO 2, G 34, G 37, G 38, G 39, G 41, G 42, G 44, G 45, G 48, G 49, G 50, G 53, G 54, G 55, G 58, G 59, G 72, G 76, ZM 14, ZM 33, ZM 34, ZM 35, ZM 36, ZM 37, ZM 38, ZM 92, G 516	67ha99a31ca
REMIES	ZM 55	04ha56a54ca
ROGECOURT	AE 42	03ha77a54ca
BRANCOURT	ZA 3, ZC 4, ZC 22, ZC 36, ZD 15, ZD 123	15ha62a13ca
RENNEVILLE	A 10, A 499, A 544, ZA 4, ZE 16, ZL 2	50ha04a70ca
ROZOY-SUR-SERRE	ZR 28	02ha24a00ca

Communes	Références cadastrales	Superficie
FOURDRAIN	AC 24, AC 25, AC 28, B 246, B 253, B 254, B 256, B 257, B 258, B 259, B 260, B 274, B 275, B 276, B 278, B 279, B 280, B 281, B 282, B 283, B 286, B 287, B 288, B 290, B 291, B 292, B 293, B 294, B 295, B 296, B 297, B 298, B 299, B 300, B 301, B 302, B 388, B 392, B 393, C 139, C 145, C 148, C 151, C 154, C 161, C 162, C 171, C 173, C 174, C 179, A 221, A 222, A 223, A 224, A 225, A 231, A 232, A 239, A 240, A241, A 242, A 464, A 465, A 466, A 467, A 468, A 469, A 470, A 476, A 477, A 1171, AD 168, AD 170, AD 171, AD 172, B 36, B 37, B 40, B 41, B 46, B 47, B 50, B 51, B 54, B 63, B 111, B 125, B 126, B 127, B 128, B 127, B 128, B 129, B 130, B 131, B 132, B 133, B 134, B 135, B 136, B 137, B 138, B 141 C 265, C 267, C 270, C 277, C 280, C 281, C 283, C 287, C 288, C 289, C 290, C 356, C 357, C 358, C 363, C 364, C 365 C 366, C 367, C 368, C 369, C 388, C 389, C 390, C 391, C 392, C 393, C 394, C 395, C 397, C 398, C 408, C 409, C 411, C 412, C 454, C 458, C 460, C 465, C 467, C 468, C 479, C 480, C 140	31ha15a48ca
BERTAUCOURT-EPOUDRON	AD 157, AD 162, AN 142	17ha39a68ca
TOTAL DES SUPERFICIES		266ha67a32ca